

Les consultations sur la pauvreté et l'exclusion s'arrêtent à Montréal

Les groupes communautaires craignent un plan de lutte bidon

Montréal, le 23 novembre 2009 – Quelques centaines de personnes manifestent ce midi à l'occasion du passage à Montréal du ministre responsable de la Solidarité sociale, Sam Hamad, dans le cadre des consultations régionales pour l'adoption d'un deuxième Plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les groupes revendiquent un véritable plan de lutte qui s'attaquera aux causes structurelles de la pauvreté.

« La vision imposée par le ministre Hamad dans les cahiers de consultation évacue complètement le rôle central de l'État en matière de lutte à la pauvreté et renvoie aux communautés locales des responsabilités sans les ressources. » déplore David Faguy, un des porte-parole de la manifestation.

Rappelons que, malgré le premier plan d'action adopté en 2004, la pauvreté n'a cessé d'augmenter à Montréal. Parmi les personnes de 15 ans plus habitant à Montréal, 31,2% vivent sous le seuil de faible revenu (avant impôts) alors que pour l'ensemble du Québec, c'est le cas de 17,2%. Plus de 185 000 ménages locataires consacrent plus que la norme de 30% de leur revenu pour leur loyer. Les bénéficiaires de l'aide sociale ne disposent que de 588, 92 \$ pas mois pour survivre.

Selon Lyse Cloutier, également porte-parole de la manifestation : « La pauvreté et l'exclusion sociale qui sévissent à Montréal sont une atteinte directe au droit à la dignité et aux droits économiques et sociaux que le Québec s'est engagé à respecter. Le gouvernement doit non seulement veiller à leur respect, mais y consacrer les ressources nécessaires».

« Le gouvernement semble parler des deux côtés de la bouche. Alors qu'il ne cesse de se dire préoccupé par la santé économique des gens en cette période difficile, aucune mesure tangible n'est proposée pour venir en aide à ceux et celles qui sont en situation d'extrême précarité. En plus, le gouvernement prépare des hausses de la tarification des services publics alors qu'il est supposé réfléchir à un plan de lutte à la pauvreté, il y a une incohérence totale ! » mentionne David Faguy.

« Espérons que ce plan de lutte ne soit pas bidon ! » lance Lyse Cloutier. Selon les groupes sociaux, pour être recevable, le plan que déposera M. Hamad au terme des consultations devra inclure prioritairement des mesures universelles comme un rehaussement significatif de toutes les prestations d'aide sociale et du salaire minimum, le financement d'un plan récurrent de développement du logement social qui soit réellement à la hauteur des besoins et la fin du détournement des pensions alimentaires.

Les groupes sociaux rappellent que la pauvreté et les inégalités sociales relèvent d'abord d'une mauvaise répartition de la richesse collective et que l'État québécois dispose de tous les outils, entre autres, la fiscalité, pour renverser la tendance des écarts de revenus croissant entre riches et pauvres.

-30-

La manifestation est organisée par le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), la TROVEP de Montréal, la Table régionale des centres de femmes de Montréal/Laval, le Regroupement des organismes communautaires familles de Montréal(ROCFM), le Collectif montréalais de lutte à la pauvreté, le FRAPRU et le Projet Genève, avec l'appui du Comité intersyndical du Montréal métropolitain(CIMM), regroupant les principaux syndicats de la région.

Revendications : <http://sites.google.com/site/coalitionantipauvretemontreal/plateforme-de-revendications>

English version :

Pour plus d'informations : Lyse Cloutier, cell. 514-267-4597